

Notre-Dame-des-Landes : contre l'aéroport, Occupy le bocage

PAR JADE LINDGAARD
ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 18 NOVEMBRE 2012

Reportage de notre envoyée spéciale,

C'est la mi-journée quand, depuis un vaste pré bordé d'arbres, on voit s'avancer un long cortège de tracteurs et de camions. Ils tirent des remorques chargées de palettes, de planches de bois, de scies, de cordes, de tuyaux, de bottes de paille. Assis au-dessus et autour de ce fatras, des jeunes gens et des familles. Ils sourient. Ils chantent. Ils sont en train de reprendre les terres dont policiers et gendarmes les ont expulsé en octobre.



Manifestation contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, 17/11/12 (JL)

Dans quelques minutes, un chantier de construction va démarrer, en pleine forêt. Dans la boue noire du bocage nantais, activistes, sympathisants, et étudiants en archi y élèveront des structures collectives et de quoi prendre douche et bain chaud (un « *black block sanitaire* ») en plein air. Des percussions de batucada accompagnent marcheurs et constructeurs. « *Mobilimaison-nous* » proclame un bâche blanche (avec des étoiles dessinées au-dessus des « *i* »). Au loin, on entend raisonner les cordes de la guitare électrique d'un clown masqué en veste bleu roi. Un peu plus tôt, un groupe de marcheurs chantaient : « *Les cars de CRS ont voulu tout raser alors on s'est levé* ». Ils sont plusieurs milliers à réoccuper la ZAD, cette zone de 1700 hectares réservée depuis plusieurs décennies pour y construire un nouvel aéroport. 13 500 selon la préfecture, 30 000, ou peut-être 40 000 selon l'ACIPA, association de riverains opposés à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Et « *300 tracteurs* » insiste Sylvain Fresneau, éleveur en

cours d'expropriation par Vinci, le géant du BTP concessionnaire de l'aéroport. Ils roulent au pas dans la manif, recouverts de banderoles et de bâches graffitées : « *On n'est pas des moutons, on veut garder nos vaches* », « *Gardarem Nostra Dona* », « *Johny avec nous* ».



Reconstruction de la ZAD, 17/11/12 (JL)

"Veni, Vidi et pas Vinci"



C'est « *l'opération Astérix* ». Le petit personnage d'Uderzo et Goscinny est devenu le totem des opposants depuis que la préfecture a entrepris de raser la ZAD de ses maisons squattées et de ses cabanes, et a baptisé cette offensive « *César* ». Une banderole dégringole sur la façade de la mairie du bourg de Notre-Dame-des-Landes (moins de 2000 habitants) : « *Veni, Vidi et pas Vinci* ». Une maison expulsée est taguée : « *Vincitation à la révolte* ».

Un slogan revient comme un mantra pendant les longues heures de marche sur ces étroites routes de campagne : « *Vinci dégage, résistance et sabotage !* ». Plus que le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, promoteur historique de ce projet d'aéroport, la multinationale semble être devenue la première cible des opposants. Vinci, en tant que futur opérateur de l'aéroport, mais surtout, comme symbole d'une logique financière sans considération écologique ni humaine. « *C'est le pouvoir de l'argent* » dénonce une habitante.

A la veille de la manifestation, un responsable associatif écologiste a rencontré l'entourage du premier ministre au sujet du débat sur l'énergie que le gouvernement peine à enclencher: « *Je leur ai parlé de Notre-Dame-des-Landes. Ils ne voulaient pas entendre parler. Ils disaient que ça n'a rien à voir* ».

Pas sûr que le gouvernement puisse maintenir cette position très longtemps. Pas plus qu'Harlem Désir, le nouveau secrétaire national du parti socialiste, avec sa vision d'un « *dossier mineur* » tel qu'il l'a déclaré samedi matin. Car le message qui ressort de la manifestation de samedi, c'est que l'opposition à NDDL n'affirme plus seulement le rejet d'un aéroport. C'est en train de devenir un mouvement politique. Contre le bétonnage inutile, contre la raison d'Etat et contre les logiques de profit et de prédation financière.



« *La lutte n'appartient pas qu'à ceux qui habitent à côté de l'aéroport, analyse Dominique Fresneau, de l'Acipa, elle est à tout le monde, que les gens*

se l'accaparent ». Même analyse pour « *Camille* », un Zadiste mandaté par l'AG pour s'adresser aux journalistes : « *C'est la réappropriation collective d'un moyen de lutte qui est la réoccupation* ». Avant même le défilé grand public de samedi, des réinstallations ont déjà débuté dans la ZAD. Le boulanger a recommencé à y pétrir et cuire son pain. Vendredi soir, plusieurs centaines d'activistes se pressaient sur le campement illégal du Rosier, autour d'une maison menacée d'expulsion depuis peu. Selon l'Acipa, 75 comités locaux de soutien se sont créés un peu partout en France.

Un Occupy à la française, en pleine campagne nantaise, est-il en train de naître à Notre-Dame-des-Landes ? On en trouve en tout cas les éléments : un lieu d'occupation, la solidarité face à la violence policière, une lutte symbolique, un fort sentiment d'injustice, et l'expression d'une dignité dans la résistance. « *Je ne suis pas une révolutionnaire, mais raser toutes ces maisons, c'est honteux, explique Denise, épouse d'un agriculteur, détruire pour détruire, tout casser pendant trois semaines. Quel est l'intérêt de faire ça ? Tout le monde a le droit à un logement. On a besoin de condition humaine* ».

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 1 538 587,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 538 587,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.